

Ressac

Attention !

Les illustrations de cette double page sont des photos de la « manif de droite » du 12 juin à Paris. Elles ne reflètent pas un changement d'orientation politique de votre revue préférée...

<http://a360.typepad.com/manifsdedroite/>

S'il n'a pas inversé les rapports de forces, le second tour des législatives – anti-TVA « sociale » – est venu rappeler que le peuple n'était ni dupe, ni prêt à basculer dans le « tout-libéral ».

TVA sociale, franchise de soins, université, voilà déjà trois dossiers qui révèlent crûment le décalage entre le discours et la réalité.

Reste à transformer un ressac électoral en force de combat et de propositions.



PHOTOS : M. MIGNEAU

Le « peuple » n'a donc pas accepté qu'on lui présente la note de 15 milliards de cadeaux fiscaux, fait aux riches, aux classes moyennes supérieures et aux propriétaires. Face à la TVA « anti sociale » et au refus d'augmenter le SMIC, le vote sanction a, déjà, fait son retour. Pour autant il n'a pas fait reculer un président et un gouvernement qui est bien décidé à « tenir ses engagements ». Ce second tour n'inverse pas une victoire qui s'est appuyée sur une bataille idéologique performante (la sécurité, la valeur travail, l'autorité, le mérite individuel, l'égalité des

chances...) que la droite entend bien faire fructifier.

On le voit sur les deux lois emblématiques qui mobilisent malheureusement peu, tant, sur ce plan au moins, la « droitisation » du débat est sensible : une nouvelle loi de répression de la délinquance, sacrifiant une fois de plus le travail de prévention et d'éducation, avec l'instauration de peines plancher, un alourdissement des peines pour la récidive et la remise en cause du principe de l'atténuation de peine pour les mineurs de 16 à 18 ans ; une loi annoncée sur l'immigration, venant

quelques mois après les modifications profondes de la loi CESEDA qui va, en restreignant encore plus les possibilités de regroupement familial, accroître la précarité et la clandestinité, favoriser la concurrence des passeurs et multiplier les drames humains.

Le « gagnant-gagnant ! »

Le passage en force dans la réforme des universités illustre clairement les limites du « nouveau dialogue social » qui n'a pour objectif que de tenter de déminer, de diviser mais surtout pas de négocier. Cette loi ouvrira la porte au désengagement de l'État, à la concurrence entre université, à l'instauration de formes de sélection tout au long du cursus universitaire, à la remise en cause des missions des organismes nationaux de recherche publique. Loin d'une amélioration de la démocratie, la prétendue « autonomie » renforcée va remettre en cause le statut des personnels et démanteler le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Des universités à plusieurs vitesses se profilent. La structuration des établissements autour de la dialectique recherche-enseignement au cœur des contenus disciplinaires clairement identifiés et reconnus est démolie (voir page 24 et suivantes).

Confronté à une opposition des syndicats de personnels et d'étudiants, Sarkozy va donc tenter de mettre en œuvre sa stratégie « gagnant-gagnant ». Ici ce sera « des moyens oui, mais pas sans réforme ». Voilà qui va obliger à se positionner sur le fond et pas seulement sur les moyens...

Les chiffres de la rupture...

Lors de la campagne, les promesses ont volé bas, de tous coté. Un site – plutôt patronal – a chiffré les différents programmes. Même si chiffres et statistiques sont toujours objets de dispute, il n'est pas sans intérêt de concrétiser un peu les choses pour les béotiens que nous sommes, qui ne manient pas les milliards d'euros quotidiennement.

Par exemple, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite représente quelle économie ? La réponse est à peu près la suivante (elle correspond à ce que *Alternative économique* et nous même avons calculé) : 35 000 fonctionnaires qui « coûtent en moyenne » 35 000 euros cela fait 1,2 milliards d'euros pour 2008. Bien sûr l'économie reste réalisée l'année suivante à laquelle il faut ajouter de nouveau 35 000 suppressions. Bref, au bout des 5 ans vous économisez 6 milliards d'euros chaque année. Bon, mais Sarkozy a promis d'en « rendre » la moitié aux fonctionnaires en place. D'abord remarquez que pour 2008, avec 600 millions d'euros, vous augmentez à peine de 1 % le point d'indice pour la FPE. Oui, mais qui parle d'augmenter tout le monde ? Le mérite, le mérite !

Au final ce sont donc dans les 3 milliards d'économie par an à partir de 2012. On est loin des cadeaux fiscaux qui rappelons-le se montent à :

2 Md € pour déduire les intérêts de l'emprunt immobilier du revenu imposable, 4,6 Md € pour exonérer de charges sociales et d'impôts toutes les heures supplémentaires, 4 Md € pour abaisser le bouclier fiscal à 50 % et déduire de l'ISF les sommes investies dans les PME (jusqu'à 50 000€), 5 Md € pour exonérer 95 % des Français des droits de succession...

Alors, si vous aimez les chiffres, allez donc voir sur :

<http://www.debat2007.fr/index.php?id=lespropositionsde0>

JMD

Sur le fond, comme le décrit très bien Michel Husson (page 6), la flexibilisation intégrale du marché du travail et l'« amaigrissement » de l'État vont concerner tous les aspects du modèle social : durée du travail, fiscalité, école et universités, retraites, financement de la Sécurité sociale, non remplacement des fonctionnaires, budget, services publics. Sur la forme, conscient des contradictions, des « faiblesses » de sa victoire, Sarkozy entend tout faire pour renforcer sa position. C'est l'objet de l'ouverture au centre et à « gauche ». Mais c'est aussi la recherche de la fragmentation, de la division. Plutôt que de « passer en force », il veut mettre toute la pression sur les partenaires sociaux pour qu'ils trouvent un accord lui permettant de tenir SES promesses.

C'est ainsi qu'il faut également analyser l'abrogation des décrets Robien. Détermination certaine d'éteindre le feu, qui couvait sous les cendres, et donc concession réelle aux mobilisations des enseignants du second degré menées depuis plus de 6 mois. Mais bien entendu sans créer le moindre poste, puisque l'objectif des 35 000 suppressions d'emplois est confirmé. Et surtout, comme le rapport Darcos (écrit avant qu'il ne soit ministre) le prévoyait, ouverture de larges négociations sur le métier d'enseignant, l'annualisation du temps de travail (qui résout beaucoup de problèmes) et le développement du mérite sous la « haute autorité » des chefs d'établissements. C'est peu dire que les organisations syndicales, y compris les nôtres, sont peu préparées à une telle intelligence de combat.

Le dernier rempart

Et pourtant c'est bien du syndicalisme, en lien avec le mouvement social, que viendra ou pas la capacité de dénoncer, de résister et d'opposer des contre-propositions face aux réformes libérales.

Il nous faut d'abord mener une contre-bataille idéologique quotidienne pour démasquer les fausses « évidences ». Rien ne doit être considéré comme acquis. Il nous faut, comme cela fut fait au moment du NON au TCE faire de l'agitation, populariser la réalité des discours et des faits.

Il faut ensuite tout faire pour construire des rapports de force de façon unitaire et en lien avec les usagers, la population. La pire

des choses serait, sur le service minimum comme sur la carte scolaire, d'en rester à des batailles « corporatives ». Alors même que sur la carte scolaire par exemple, les fédérations de parents d'élèves sont gagnables à nos explications et propositions.

Reconnaissons à RESF d'avoir avant, pendant et après les élections su poursuivre ses mobilisations et porter ses exigences sur la base de celles-ci. La FSU, l'EE, doit poursuivre et amplifier son investissement dans le réseau et ses mobilisations.

Retraites (y compris les régimes spéciaux), code du travail, protection sociale avec franchise de soins et TVA anti-sociale, les grands dossiers ne vont pas manquer. C'est peut-être sur la franchise de soins que l'unité et le soutien de la population seront le plus faciles à construire. La FSU est engagé dans la pétition aux côtés de nombreuses autres organisations. Il faut, dans les départements, réactiver les collectifs qui s'étaient constitués sur la sécu, contre les fermetures d'hôpitaux. La CGT est encore réticente, il nous revient « à la base », avec les syndiqués et les cadres syndicaux de convaincre de la nécessité de construire un large rapport de forces.

Défendre les services publics !

La question des services publics, de leurs missions, de leur qualité, de leur démocratisation doit devenir une campagne permanente. Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, l'individualisation des salaires, le mérite, l'appel aux contractuels (de droit privé de préférence) s'opposent aux valeurs du service public, à sa dimension collective et solidaire et vont fragiliser encore plus les missions. Il faut nous appuyer sur la demande forte de service public pour, avec la « Convergence Nationale



Mini vague, mini traité...

Le second tour des législatives a comme effet secondaire de priver Sarko d'une majorité des 3/5 au congrès, majorité indispensable pour toute loi organique ou réforme constitutionnelle. Sur les 908 députés et sénateurs il lui en fallait 545. Même avec une poignée d'apparentés, de centristes et de radicaux, les 344 députés UMP et Nouveau Centre, plus les 155 sénateurs n'y suffiront pas. Et voilà que du coup la question du mini-traité européen qui devait passer sans débat va obliger à... un débat ! Oh sans doute et sans état d'âme, des PS vont voler à son secours : Jack Lang a déjà salué le résultat obtenu. Mais voilà que la bataille d'opinion reprend tout son sens. L'Europe, désespérément absente du débat électoral, est de retour...

pour la défense et le développement des SP », construire des échéances de mobilisation massives.

Avec la loi Fillon et les régressions budgétaires, tous les outils sont déjà en place pour affaiblir durablement et modifier le Service Public d'éducation, sur fond de libre choix, d'autonomie des établissements, de mise en concurrence et d'indicateurs de performance dans une conception très libérale de l'éducation.

Bataille contre la suppression de la carte scolaire, organisation du refus collectif des heures supplémentaires, bataille pour les postes, contre les inégalités vont devenir essentielles. La défense et transformation de l'école ne peut-être l'affaire des seuls personnels ou de certaines catégories.

Il faut aboutir, enfin, à la mise en place de ce mouvement social pour l'éducation que de nombreux appels ne cessent de dessiner.

Dans un contexte de suppressions générales de postes, la précarité va plus que jamais s'imposer dans tous nos secteurs. La décision du congrès de la FSU de construire une véritable campagne en direction des précaires, (syndicalisation organisation, luttes) doit être un point d'appui. On a vu dans le premier degré, avec les EVS, qu'une réelle mobilisation est possible si l'on veut s'en donner les moyens. Il reste à la généraliser dans tous les secteurs. C'est sans doute l'un des grands défis du syndicalisme aujourd'hui. Ne l'oublions pas, les précaires, les menacés – par les délocalisations – ont plutôt voté Sarkozy faute de croire aux solutions anti-libérales qu'ils attendent pourtant !

Rendre le souhaitable possible, tel est l'enjeu de nos luttes de demain. 1

JEAN-MICHEL DREVON